

Chers collègues enseignants, AESH, AED et ATSEM,  
Chers parents,

Merci de vous être déplacés massivement pour cette journée de manifestation de notre colère !

Ce jeudi 13 janvier semble bien être une date historique puisque la mobilisation, en Moselle comme dans tout le pays atteint des niveaux rarement atteints !

Les parents d'élèves sont dans la rue avec nous, ils nous ont adressé hier un message de soutien et je propose qu'un représentant de la FCPE vienne lire leur message de soutien à la fin de cette prise de parole.

La coupe est plus que pleine ! Les personnels n'en peuvent plus ! Cela fait des mois que nous alertons notre hiérarchie et que personne ne nous entend ! Cela fait des mois que l'administration ne fait même plus semblant de nous répondre ! Cela fait des mois que nous sommes en première ligne mais cela fait des mois que nous nous sentons méprisés !

La crise sanitaire a un mérite ! Elle met au jour de manière criante l'abandon du service public engagé depuis des années, abandon que nos organisations syndicales dénoncent inlassablement et qui ne fait que s'accélérer. Comme l'hôpital, c'est l'école qui est en train de craquer !  
Et le virus n'est pas le seul responsable !

Les dernières annonces télévisées du Premier Ministre le 10 janvier ont fini de mettre le feu aux poudres ! Nous demandions des protections supplémentaires et on nous impose une absence totale de sécurité sanitaire ! L'Etat nie notre citoyenneté et notre humanité. Les agents publics d'Etat, territoriaux et hospitaliers sont sacrifiés sur l'autel d'une économie qu'on veut toujours plus florissante, au service des dividendes.

Les personnels, les familles et le soi-disant intérêt supérieur des élèves sont magistralement ignorés. Par ces protocoles, on privilégie de manière déguisée la circulation des virus dont on ignore les conséquences futures, au mépris de la santé de tous !  
On choisit de surcharger les hôpitaux et de déprogrammer des interventions qui provoqueront sans nul doute des dégâts collatéraux. En voulant essayer de maîtriser une situation de surcharge des hôpitaux que le gouvernement a lui-même créé, on en arrive à une situation ubuesque et incontrôlable.

Travailler correctement dans les écoles, collèges et lycées, est devenu mission impossible ! Nous ne pouvons plus faire correctement notre travail ! Les risques psycho sociaux vont grandissant.

Ordres et contre-ordres sont devenus la norme. Nous en sommes au 50<sup>ème</sup> protocole sanitaire dans les écoles, avec 3 versions en une semaine, dont nous devons prendre connaissance dans les médias, sans aucune note de service. Par endroits, notre hiérarchie nous demande d'appliquer des consignes données sur les plateaux télévisés sans aucun texte à l'appui !  
On est d'abord passé d'une fermeture de classe avec un cas de Covid à une fermeture après 3 cas, du jour au lendemain et sans aucune légitimation sanitaire ou médicale. Et maintenant, on ferme quand on atteint un « très grand nombre de cas ». Autant dire, on ferme une fois qu'il n'y a plus d'élèves dans la classe !  
Depuis quelques jours, quand il y a un cas positif dans une classe, on nous demande de garder les élèves cas en classe le premier jour, afin qu'ils aient bien le temps de se contaminer avant de retrouver leurs familles.

Et pour le reste, plus personne n'y comprend rien !

Dans les collèges et les lycées, la situation devient également ingérable pour autant qu'elle ait déjà été gérable un jour : le suivi des absences des élèves et des différents personnels mettent les « vies scolaires » en grande difficulté. Dans la plupart des établissements le contact tracing, le suivi des cas contacts est impossible à réaliser sérieusement. Les annonces officielles de déblocages de moyens supplémentaires ne se traduisent que bien rarement sur le terrain par l'arrivée effective de personnels.  
Les interprétations des différents protocoles varient d'un établissement à l'autre. La gestion des cours d'Education physique et sportive à elle seule mériterait un développement qui tiendrait plus du sketch que

d'autre chose, ce qui prêterait à sourire et même à rire franchement si les conséquences éventuelles étaient insignifiantes...

Le gouvernement a fait le choix politique de laisser les écoles ouvertes à tout prix ! La garderie nationale doit fonctionner pour faire tourner l'économie ! Mais cela ne peut pas se faire sans moyens ! Des dizaines d'enseignants ne sont plus remplacés aujourd'hui car nous manquons de remplaçants. Pourtant, cela fait des mois que nous demandons l'ouverture des listes complémentaires. Mais l'administration s'obstine à tenter de recruter des contractuels qu'elle ne trouve plus ! Tout comme elle ne trouve plus d'AESH, privant ainsi des centaines d'élèves de l'accompagnement qui leur est dû.

Il est grand temps que le ministre prenne sérieusement la mesure de notre colère face à ses décisions, son mépris et ses mensonges répétés.

Les agents subissent une maltraitance institutionnelle et cela doit cesser au plus vite.

Ce que nous demandons aujourd'hui, c'est la sécurisation de notre lieu de travail. C'est aussi davantage de flexibilité dans l'accord des autorisations d'absence incontournables, le rattrapage des journées de récupération en REP+ qui ont été reportées à cause du manque de remplaçants, l'octroi de l'ensemble des journées de décharge dues aux directeurs non déchargés. Nous refusons la réquisition des RASED pour le remplacement ou l'accueil des enfants des personnels prioritaires, l'utilisation d'enseignants comme remplaçants pendant que leurs classes sont prises en charge par des stagiaires, la mise en place du DEAA contre la volonté des personnels.

Les syndicats ne sont pas morts, bien qu'on tente par tous les moyens de les bâillonner. La suppression des instances paritaires ne nous fera pas taire ! Nos revendications communes sont légitimes et doivent être satisfaites.

Nous voulons de la sécurité et de la reconnaissance ! A ce jour nous ne sommes toujours pas considérés comme essentiels !

Tout le monde convient que l'Hôpital ne peut fonctionner sans les personnels soignants, eh bien Monsieur le ministre, on vous l'apprend, l'Ecole c'est pareil !

Elle ne peut fonctionner qu'avec des personnels, on les appelle des professeurs, des AED, des AESH, des ATSEM ... Et même des inspecteurs !

Monsieur Blanquer, nous ne faisons pas grève contre un virus ! Nous faisons grève contre une gestion que nous n'acceptons plus, en particulier contre une gestion désastreuse de la crise sanitaire ! Vous estimez que c'est dommage d'avoir une journée qui va perturber davantage le système ? C'est surtout dommage que vous n'ayez pas cherché à l'éviter !

Chers collègues, ne nous laissons ni impressionner ni piétiner. Il en va de notre dignité d'agents de la fonction publique et de notre santé ainsi que de celle de nos élèves !

Le ministre veut-il vraiment voir si nous ne sommes pas essentiels ? Nous sommes en train de le lui montrer aujourd'hui, et s'il le faut (et je crois bien que ça l'est, compte tenu de la mobilisation de ce jour et de l'absence de réponses) nous continuerons à le faire !